

● (1230)

Le député devrait lire la déclaration faite aujourd'hui par M. Bouey, gouverneur de la Banque du Canada pour comprendre pourquoi il a fallu majorer le taux d'escompte, pourquoi les Américains l'ont fait aussi . . .

Le député le sait. Il s'illusionne s'il croit qu'en six mois la situation peut changer du tout au tout.

En fait, monsieur le Président, nous avons connu au Canada ces dernières années . . .

M. Crosbie: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je me reporte au hansard de ce matin, monsieur le Président, puisque le député a mis en doute ma version au sujet de ce que j'aurais déclaré. Voici donc ce que disent les «bleus»: Nous reconnaissons qu'il n'est pas possible de résoudre du jour au lendemain le problème des taux d'intérêt, mais nous estimons également que l'on peut gérer l'économie de façon à faire baisser les taux d'intérêt et à suivre une politique plus indépendante dans ce domaine. Cela prendra du temps.» C'est ce que j'ai déclaré, monsieur le Président. J'ai ajouté: il faudra du temps pour rassurer les investisseurs canadiens et étrangers et les convaincre que le gouvernement a retrouvé sa sagesse et sa politique judicieuse.

Le président suppléant (M. Guilbault): A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Crosbie: Le député devrait cesser de mal citer mes paroles alors que le texte polycopié est là pour me donner raison.

Le président suppléant (M. Guilbault): A l'ordre, s'il vous plaît. Les députés ont tendance, semble-t-il, ce matin à citer les autres et il ne s'agit absolument pas d'un rappel au Règlement. Lorsque les députés ne sont pas d'accord, il s'agit d'une divergence de vues. Puis-je demander à l'honorable ministre de reprendre sa déclaration et d'essayer de s'en tenir à ses propositions?

M. MacLaren: Monsieur le Président, je comprends que le député soit si chatouilleux dès qu'il est question de citations. Il souscrit à la politique du gouvernement, mais il s'empresse de la critiquer par la suite.

M. Crosbie: Je n'ai jamais souscrit à la politique du gouvernement, monsieur le Président. J'invoque le Règlement.

M. MacLaren: Ce n'est pas étonnant qu'il en soit si choqué.

M. Crosbie: C'est tout bonnement intolérable. Je n'ai jamais dit de ma vie que je souscrivais à la politique du gouvernement et le député n'a aucune preuve que j'aie dit pareille chose. Tout ce que j'ai dit en novembre, c'est que pour l'essentiel, le budget d'avril était un pas dans la bonne direction. Mais c'était à propos du budget d'avril de l'an dernier et non pas de la politique que le gouvernement a pratiquée depuis, qui s'est soldée par des milliers d'échecs.

Le président suppléant (M. Guilbault): A l'ordre, je vous prie.

M. Crosbie: Je suis ulcéré, monsieur le Président, véritablement ulcéré.

Le président suppléant (M. Guilbault): A l'ordre, je vous prie. Le député de Saint-Jean-Ouest vient de nous donner le meilleur exemple qui soit d'un rappel au Règlement pour une

Les subsides

mauvaise raison. Il a parfaitement le droit d'être en désaccord avec le ministre, mais ce dernier a aussi le droit d'interpréter les propos d'autres personnes. Je le prie donc de ne plus interrompre les députés qui ont la parole.

M. MacLaren: Monsieur le Président, avant d'avoir été interrompu par un faux rappel au Règlement, je m'apprêtais à dire qu'il existe effectivement au Canada aujourd'hui divers facteurs sous-jacents qui donnent tout lieu de rassurer tous les Canadiens quant à la solidité du dollar canadien et quant à l'orientation probable des taux d'intérêt à long terme au pays. Par exemple, à la Chambre, beaucoup ont marqué une bien compréhensible satisfaction devant l'excédent-record de notre balance commerciale en janvier de cette année. D'ailleurs pour l'ensemble de l'année dernière, notre balance commerciale a été largement excédentaire, alors qu'aux États-Unis le déficit s'accroît de mois en mois. En fait, le déficit de la balance des paiements des États-Unis dépasse déjà tous les records antérieurs.

Faites le parallèle avec le Canada. Nous avons des exportations record depuis 14 ou 15 mois, et tout porte à croire que la situation va se poursuivre. Et pourquoi? Parce que les Canadiens ont réussi à faire baisser le taux d'inflation, ce qui a contribué à accroître notre productivité et à nous rendre, mieux capables de faire face à la concurrence internationale. Les entreprises et les travailleurs canadiens ont répondu à l'appel à la modération lancé par le premier ministre. Ils ont donné bonne suite au programme des six et cinq du gouvernement, programme en grande partie repris par les provinces et par le secteur privé, ce qui fait que nous avons considérablement réduit, sinon éliminé tout à fait, les tendances inflationnistes qui se manifestaient dans notre économie.

En travaillant ainsi de concert, les Canadiens ont amélioré leur compétitivité internationale par un relèvement de la productivité. Et comme le signalait récemment une enquête effectuée par le fonds monétaire international sur les coûts et la compétitivité des grands pays industrialisés, le Canada peut être cité comme exemple d'un pays qui a réussi à améliorer sa compétitivité internationale. Il est clair, monsieur le Président, qu'une telle amélioration contribue à la solidité sous-jacente du dollar canadien, tout en faisant voir la nécessité pour tous les Canadiens de poursuivre la lutte contre l'inflation.

Je suis heureux de pouvoir affirmer, comme tant d'autres députés l'ont déjà fait avant moi, que l'économie s'est remarquablement remise de la récession de 1981-1982, puisqu'il y a eu au cours des dernières années une notable augmentation de notre Produit national brut, lequel représente l'ensemble des biens et services produits au pays. Donc, l'inflation s'est ralentie et nos entreprises sont dans une bien meilleure situation financière car elles disposent de plus de capitaux.

Il ne fait aucun doute que notre économie est sur la voie de la reprise et qu'on peut même s'attendre à une certaine croissance. Au lieu de le reconnaître, les députés d'en face proposent cette motion stupide nous annonçant qu'il est possible de mettre nos taux d'intérêt et notre dollar à l'abri . . .